**Le dialogue social renforcé par la Constitution
communiqué de presse CES et UNICE 14 avril 2005**
<http://www.etuc.org/a/1140>

Aujourd'hui, lors d'une conférence à laquelle on célébrait le 20e anniversaire du dialogue social européen, John Monks, le Secrétaire Général de la CES et Philippe de Buck, le Secrétaire Général de l'UNICE, ont exprimé leur soutien au Traité constitutionnel et à sa ratification partout en Europe.

Ils ont en particulier salué l'Article I-48, qui reconnaît le rôle des partenaires sociaux au niveau européen et qui prend en compte respectivement la diversité des relations sociales nationales et l'autonomie du dialogue social. Après vingt ans d'existence, le dialogue social européen a fait la preuve de sa valeur. Tant les entreprises que les travailleurs ont besoin d'une Union européenne forte, capable de prendre des décisions garantant de leur avenir.

L'Union européenne ne défend que les intérêts patronaux

Dans un communiqué de presse commun, publié ce 14 avril, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et l'Unice, l'organisation du grand patronat européen, se prononcent en faveur de la Constitution européenne. John Monks, le secrétaire général de la CES et Philippe de Buck, le secrétaire général de UNICE, ont exprimé leur soutien à cette Constitution. Ils ont « *en particulier salué l'article I-48, qui reconnaît le rôle des partenaires sociaux au niveau européen et qui prend en compte respectivement la diversité des relations sociales nationales et l'autonomie du dialogue social. Après vingt ans d'existence, le dialogue social européen a fait la preuve de sa valeur* ».

On se demande évidemment quel a été le poids de cette concertation sociale dans les décisions européennes qui ont abouti à la privatisation des services publics, à la directive Bolkestein ou au projet d'allonger la durée du travail autorisée à 65 heures par semaine.

La réponse vient du syndicaliste belge Georges DEBUNNE, fondateur et ancien Président de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Lors d'un meeting contre le projet de constitution européenne où plus de 800 personnes étaient rassemblées, à Paris, il a déclaré : « *John MONKS, le secrétaire général actuel dit que la CES est l'artisan de la Constitution Européenne. C'est inadmissible ! Nous avons bataillé pour être reconnus, pour obtenir un dialogue social européen. Mais la Commission Européenne - y compris sous la présidence de Jacques DELORS - a toujours donné la prédominance au patronat* ». « *Les dirigeants de la CES devaient oser dire NON* », a-t-il ajouté.

« *La Constitution Européenne ne répond pas à des revendications essentielles. Les syndicalistes et la gauche européenne doivent réagir pour mettre fin à cette spirale de l'enrichissement d'une minorité et à l'augmentation du chômage, de la pauvreté et de la précarité de l'emploi. La CES ne doit pas être la courroie de transmission des intérêts capitalistes. Cette Constitution renforce des mécanismes qui favorisent le dumping social et particulièrement ces quatre points suivants : 1. Les droits sociaux à prestation ne sont pas garantis au niveau européen. Ceci est très dangereux pour les allocations de chômage, le revenu minimum. Nos pensions de retraite aussi sont attaquées. 2. L'unanimité est requise pour le social, le fiscal ainsi que pour l'environnement. Ceci est inacceptable. 3. Les services publics sont ignorés. Leur démantèlement et leur privatisation seront accélérés par les lois européennes qui sont annoncées. 4. La Constitution Européenne est prévue pour une durée illimitée. Il faudra l'unanimité pour la réviser* ».

C'est ce que pensent aussi la CGSP, le Setca de Bruxelles-Halle-Vilvorde, la FGTB Liège-Huy-Waremme. Et beaucoup d'autres qui n'ont pas encore eu l'occasion de donner leur avis. Il serait temps que tous les dirigeants syndicaux le leur demandent.